



Vive la République européenne ! La révolution de 1848/49 en Allemagne le cas du pays de Bade dans une perspective transnationale

Alfred Georg Frei

► **To cite this version:**

Alfred Georg Frei. Vive la République européenne ! La révolution de 1848/49 en Allemagne le cas du pays de Bade dans une perspective transnationale. Liliane Hilaire-Pérez. Etre Citoyen du monde. Actes du Séminaire doctoral du laboratoire ICT - EA 337, 1, Université Paris Diderot, pp.93, 2014, Cosmopolitisme et Internationalisme : théories - pratiques - combats XV e-XXIe siècles, 978-2-7442-0188-2. <hal-01332248>

HAL Id: hal-01332248

<https://hal-univ-diderot.archives-ouvertes.fr/hal-01332248>

Submitted on 15 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ALFRED GEORG FREI *

VIVE LA RÉPUBLIQUE EUROPÉENNE !
LA RÉVOLUTION DE 1848/49 EN ALLEMAGNE

LE CAS DU PAYS DE BADE DANS UNE PERSPECTIVE TRANSNATIONALE

Le peuple français a détrôné Louis-Philippe et a secoué le joug de la tyrannie. Les Suisses ont renversé le régime des Jésuites et brisé la Ligue séparatiste. Les Italiens ont obtenu, à la force du poignet, des constitutions libres pour eux-mêmes. Et nous, Allemands, devrions seuls ployer sous le joug de la servitude ? Le moment décisif est venu. La journée de la liberté s'est levée. En avant ! C'est le cri de ces temps.

Dans la grande salle de Mannheim lorsqu'il présenta cette résolution, Gustav Struve (1805-1866) fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements et des cris de triomphe. Struve était avocat et journaliste. L'assemblée de Mannheim donna le coup d'envoi de la révolution de 1848/49 en Allemagne. Mannheim était la plus grande ville de Bade, un état situé dans le sud-ouest de l'Allemagne. Bade était en avance dans le mouvement démocratique en Allemagne.

Mais pouvons-nous en parler comme d'un cas particulier ?

Ce mouvement démocratique avait-il une perspective transnationale ?

Deux hypothèses parlent en faveur de l'idée d'une spécificité du cas de Bade.

1. Lors de la Révolution d'avril 1848, le mouvement républicain et démocratique s'y est affirmé avec plus de vigueur et d'intransigeance que dans le reste de l'Allemagne.

2. Au moment de la campagne constitutionnelle en Allemagne en 1849, un réseau d'initiatives locales existait en Bade, condition préalable pour la création d'une force d'opposition.

3. Et je voudrais ajouter, en guise de troisième hypothèse, quatre esquisses biographiques qui font clairement apparaître que ce mouvement des années quarante du XIX^e siècle était bien animé par une perspective transnationale.

La majorité de l'Assemblée nationale allemande, réunie le 18 mai 1848 dans la *Paulskirche* de Francfort, n'a pas suivi l'exemple badois : elle a voulu introduire une monarchie constitutionnelle avec un roi élu – sans

* Professeur d'Histoire culturelle, Université de Merseburg

pression extraparlamentaire. L'hypothèse d'une spécificité du pays de Bade ne peut s'expliquer par l'existence d'un patriotisme régional. En effet, des gens venus de l'Europe entière ont été actifs dans le mouvement badois.

Facteurs internationaux, facteurs locaux : l'Europe et le pays de Bade

Le discours de Struve fait ressortir *les facteurs internationaux* qui sont intervenus dans la propagation de la révolution, d'abord en Bade, puis dans les États allemands : les événements de France et de Suisse y ont été répercutés immédiatement en raison de la proximité des frontières de ces deux pays

En France, en Février 1848, les citoyens avaient destitué le « roi bourgeois » Louis-Philippe. Ils réclamaient une république sociale. En Suisse, le point litigieux était la présence des Jésuites, qui représentaient le catholicisme. Leur influence en matière d'éducation et de culture était en opposition avec les idées libérales d'indépendance et de réalisation de soi. En 1846/47, un corps formé de volontaires suisses marcha contre Lucerne et les autres cantons conservateurs. Lors de la guerre civile suisse, les cantons libéraux l'ont emporté. La Constitution de 1848 de la Confédération Helvétique – pour l'essentiel encore en vigueur aujourd'hui – fut le résultat d'un accord entre les cantons qui choisirent la fédération comme mode d'organisation politique.

L'ensemble de l'Europe était alors en ébullition. Après quelques réformes en Italie, la révolution de février à Paris a déclenché une réaction en chaîne.

Pourquoi les revendications démocratiques étaient-elles si ferventes en Bade ? Parce que c'était, de tous les États allemands, celui qui avait les plus longues frontières « républicaines » : avec la Suisse, organisée depuis des siècles sans monarque et sous la forme d'une confédération, et avec la France. Les idées de liberté et d'égalité s'étaient propagées en Allemagne avec La Révolution française de 1789. Les conquêtes napoléoniennes ont entraîné la désintégration du Saint Empire Romain Germanique. Dans les guerres de libération contre Napoléon, les aspirations libérales ont été liées à la revendication de l'unité allemande.

L'influence des exemples suisse et français a donc créé les conditions préalables internationales qui expliquent la spécificité du cas de Bade¹.

L'évolution propre au Pays de Bade : du margraviat au Grand-Duché

Bade a grandi avec Napoléon. Son territoire est passé de 3.900 à 14.000 kilomètres carrés, sa population de 165.000 à 900.000 habitants. Après la

¹ Alfred Georg Frei, Kurt Hochstuhl, *Wegbereiter der Demokratie. Die badische Revolution. Der Traum von Freiheit*, Karlsruhe, Braun 1997, p. 66-71.

volte-face de 1813 et le passage de Bade du côté des ennemis de Napoléon, les diplomates badois ont fait admettre par le Congrès de Vienne la légitimité des gains territoriaux. Dans le souci de donner à la population un sentiment d'appartenance, le Grand-Duc de Bade promulgua une constitution en 1818. En effet, plus des trois quarts de la population du Grand-duché, étaient devenus badois suite à une décision de Napoléon, contre leur volonté.²

Grâce à l'octroi de la constitution, l'objectif d'une meilleure intégration des nouvelles populations avait été atteint. Certes, le suffrage (actif et passif) était lié à la richesse personnelle, et peu de droits parlementaires revenaient à la « Chambre basse ». Celle-ci devint pourtant un important forum de discussion. Entre 1818 et 1848, les citoyens développèrent une forme de « patriotisme constitutionnel ». Avec les nouveaux droits ancrés dans la constitution, le gouvernement grand-ducal avait réveillé l'esprit de la liberté, et ceci de façon durable. Le Grand-Duché de Bade devint ainsi le modèle de l'État libéral : il devait sa réputation à son opposition libérale, qui se faisait entendre jusqu'au sein du gouvernement. Les parlementaires faisaient en sorte de créer un État de droit moderne pour tous les citoyens de sexe masculin.

Selon les libéraux modérés en effet, les femmes et les personnes économiquement dépendantes (journaliers, domestiques etc.) ne pouvaient bénéficier des droits civiques. Ils estimaient cependant que, indépendamment de leur statut à la naissance, tous les hommes avaient droit à l'éducation et à la prospérité. L'indépendance économique devait être le gage de l'émancipation politique.

On vouait à certaines figures du mouvement libéral un véritable culte. Leur portrait était accroché, – souvent à côté de celui du Grand-Duc – dans les auberges et chez les particuliers. De nombreuses circonscriptions offraient à leurs députés des couronnes de feuillages, des tonneaux de vin, des paniers de fleurs. Comme en France, les banquets remplaçaient les assemblées politiques (interdites, comme l'étaient les associations).

Dans la décennie qui a précédé les révolutions de 1848/49, les idées libérales prirent une ampleur véritablement populaire, et ceci en dépit de la censure de la presse et de l'interdiction des sociétés politiques.

Tels sont les éléments essentiels de la spécificité politique de la Bade. Dès 1847, un souffle démocratique s'y fait sentir.³

² Parmi ces gains territoriaux figurent le Brisgau, qui avait appartenu à l'Autriche jusqu'en 1806, ainsi que des possessions ecclésiastiques ou séculières qui disparaissent avec la fin du Saint Empire Romain Germanique. Citons les principautés de Fürstenberg, Leiningen, les abbayes de Reichenau, de Sankt Blasien, des villes d'Empire comme Offenbourg ou Gengenbach.

³ Alfred Georg Frei, *Kurt Hochstuhl, op. cit.*, p. 7-62.

La Révolution d'avril 1848 en Bade

Des signes avant-coureurs dès 1847

Écoutons tout d'abord le rapport d'un informateur de la police : « Tous, à l'exception de quelques-uns seulement, vibraient comme saisis par une véritable fièvre révolutionnaire » : (il parle des « amis de la Constitution de l'assemblée d'Offenburg »). Cela se passe le 12 Septembre 1847 au restaurant « Le Saumon ». L'informateur est le maître boulanger Berberich de Mannheim. Assister à cette assemblée était certainement une affaire risquée pour un conservateur, dans la mesure où il courait le risque de paraître suspect.

La salle était décorée de guirlandes de feuillage. À l'arrière de la scène les bustes des Grands-Ducs : Carl, décédé en 1811, et son successeur Léopold. À leurs côtés, « des portraits de tous les hommes d'opposition, y compris Struve ». Environ deux cent cinquante personnes étaient rassemblées pour le banquet : Friedrich Hecker (1811-1881), un avocat de Mannheim et jeune dirigeant des démocrates badois, Lorenz Brentano (1813-1891), un avocat libéral radical, également de Mannheim, membre de la deuxième chambre depuis 1845, et d'autres « représentants du parti radical », enfin de nombreux citoyens d'Offenburg et de ses environs. Le repas terminé, les portes de la salle s'ouvrirent : une foule énorme se pressait. On y reconnaissait « toutes les classes de la société »..., « un grand nombre d'apprentis, de garçons d'écurie, de charretiers, d'ouvriers agricoles se trouvaient parmi eux ». Près de neuf cents visiteurs étaient présents en effet ce dimanche après-midi. Ils étaient venus en train. La première ligne ferroviaire en Bade (entre Heidelberg et Mannheim) avait été inaugurée en 1840.

Pour la première fois, les revendications politiques et sociales de l'opposition étaient formulées dans un véritable programme. Elles concernaient la liberté de conscience et la liberté de la presse, le droit à l'éducation gratuite pour tous, et une « réduction de la disproportion entre le capital et le travail ». C'était là l'assemblée fondatrice du mouvement démocratique. Friedrich Hecker parla d'une « charte de la liberté du peuple ».

Ces demandes sont approuvées à l'unanimité. Gustav von Struve prend au sérieux la question de l'abolition des privilèges, soulevée par l'assemblée. Sous un tonnerre d'applaudissements, il renonce à son titre de noblesse : « L'ère de l'aristocratie a pris fin. Jusqu'à maintenant, mon nom était Gustav von Struve. Désormais, je serai simplement le citoyen Struve ! »

En 1846/47, l'Europe subit de plein fouet une crise économique qui, aggravée par de mauvaises récoltes, suscite de graves pénuries alimentaires. La croissance démographique en était un autre facteur, or les terres arables ne pouvaient être étendues à volonté. Enfin, la maladie de la pomme de terre, qui sévissait depuis 1845, menaçait l'agriculture et la principale source de nutrition. Les années suivantes, la récolte fut presque entièrement détruite par les gelées de printemps et un été sec. Les agriculteurs furent plongés

dans la misère, ainsi que les artisans et le reste de la population qui subissait le contrecoup de la hausse des prix.

La classe entrepreneuriale, de son côté, exigeait la fin d'un particularisme qui entravait le commerce et le développement économique. Ils entendaient se débarrasser des barrières douanières et souhaitaient une harmonisation des règles fiscales et économiques. Ils demandaient en outre la sécularisation des biens du clergé afin de faire fructifier un capital qui, à leur avis, restait en friche. Karl Mathy (1807-1868), chef de file des libéraux en Bade, critiquait les actions de bienfaisance en direction des pauvres (« nourrir les chômeurs par la soupe du monastère »). Les entrepreneurs pensaient aussi à la liberté du commerce et remettaient en cause les corporations d'artisans, jugées dépassées.

*En 1848, l'étincelle révolutionnaire vient de France
En Allemagne, Bade est le premier État touché*

Mannheim était la ville la plus prospère de Bade, grâce au commerce, à une industrie naissante, aux chemins de fer et à un grand port sur le Rhin. Les assemblées citoyennes de Heidelberg et de Pforzheim se rallient aux revendications exprimées à Mannheim le 27 Février 1848. Afin d'éviter le danger d'une révolution, Karlsruhe cède, et le Grand-duc accorde ce qui était demandé.

La question de l'unité allemande est alors une nouvelle fois posée. Les Démocrates et certains libéraux veulent un parlement pour toute l'Allemagne (*Gesamtdeutsches Parlament*). Le 5 Mars, des hommes politiques venant de presque toutes les parties de la Confédération allemande se retrouvent à Heidelberg. L'idée d'un pré-parlement (*Vorparlament*), réunissant les députés de tous les États allemands, est lancée. Il devra siéger à Francfort.

En mars, les premières révoltes secouent le nord de Bade. Les paysans appauvris contraignent les seigneurs à renoncer à leurs droits féodaux. Ils s'attaquent aux Juifs, impopulaires en tant que prêteurs. Une intervention militaire vient mettre fin aux troubles. Mais la formation de nombreuses milices civiques montre qu'il reste un fort potentiel de violence dans les campagnes.

Les démocrates badois – représentés par Friedrich Hecker et Gustav Struve – ne parviennent pas à faire triompher leur idée de la démocratie au *Vorparlament* de Francfort. Deux camps se dessinent : les libéraux prônent une monarchie constitutionnelle, les démocrates exigent une république. Les libéraux sont en faveur d'un droit de suffrage censitaire, les démocrates demandent le suffrage universel (toutefois, réservé aux hommes).

Gustav Struve prend la parole dans la *Paulskirche* et qualifie les princes de « sangsues qui se gorgent du sang des pauvres ». Sa motion ne rencontre guère d'écho... Hecker et Struve ne réussissent pas à se faire élire au Comité des Cinquante, la commission permanente qui permet de faire la transition vers le parlement de Francfort, et sert de représentation auprès du *Bundestag* de la Confédération Germanique.

Friedrich Hecker en tire ses conclusions : « Il n'y a rien à espérer ici à Francfort. Il faut faire la grève en Bade. »

La région de Constance était un bastion des libéraux et des démocrates. C'est là que Joseph Fickler, porte-parole des radicaux en Bade, publie les *Seebblätter* (« Gazette du Lac »). À Francfort, il avait rencontré Michail Bakounine. À son retour, il est arrêté à la gare de Karlsruhe le 8 Avril, sur ordre de Karl Mathy. Fickler arrêté – et ce, par Karl Mathy, le parlementaire libéral ! Et pour des raisons politiques ! Avec l'arrestation de Fickler, Mathy tente de neutraliser les démocrates dans sa circonscription. Fickler était un adversaire de taille ; il avait un grand talent d'organisateur, et il était populaire auprès des paysans et des ouvriers.

Les démocrates de Constance sont scandalisés. Dans les colonnes des *Seebblätter*, l'acte de Mathy est qualifié de « honte pour l'humanité ». Friedrich Hecker et Gustav Struve se rendent à Constance. Dans la nuit du 11 au 12 Avril, Hecker, rédige au *Badischer Hof* (une auberge) un appel au peuple qui se termine ainsi : « La victoire ou la mort pour la République allemande ! Fait à Constance, Avril 1848. Le comité populaire provisoire de la République. »

Les réunions organisées par Hecker sont houleuses, cependant. Celui-ci est critiqué par le comité populaire ; dans un premier temps, l'assemblée du peuple réagit avec enthousiasme à son discours, puis elle se montre hésitante. Le 13 Avril, seulement cinquante-cinq hommes se déclarent prêts à se joindre à lui pour marcher sur Karlsruhe, puis sur Francfort. Entre Stockach et Engen, le groupe est rejoint par quelques centaines de francs-tireurs et une déléguée des ouvriers allemands de Paris, Emma Herwegh⁴.

Les personnalités marquantes de cette révolution : quatre esquisses biographiques

L'exemple d'Emma Herwegh

À Engen, à 50 km au nord de Constance, Emma Herwegh rencontre les démocrates et Friedrich Hecker. Elle propose l'aide de la « société démocratique allemande » de Paris. Qu'était-ce donc que la « société démocratique allemande » ? Au lendemain de la proclamation de la République en France (le 24 Février 1848), les ouvriers et réfugiés politiques allemands fondent la *Deutsche Demokratische Gesellschaft*. Le 8 mars à l'Hôtel de Ville de Paris, six mille Allemands manifestent pour la nouvelle république – sous le drapeau français et le drapeau noir-rouge-or d'une République allemande qui en est encore au stade du rêve. Georg Herwegh, le mari d'Emma et leurs camarades expriment la solidarité des démocrates allemands : « Vive la liberté, l'égalité et la fraternité ! Vive la démocratie ! Vive la République européenne ».

⁴ Alfred Georg Frei, *Kurt Hochstuhl, op. cit.*, p. 63-94.

Emma avait épousé Georg Herwegh en 1843. C'était « une républicaine comme il faut », comme l'écrivait la *Rheinische Zeitung*. Fille d'un négociant, elle avait grandi dans une famille aisée de Berlin. Cultivée, douée pour les arts, la jeune femme embrasse très tôt les opinions politiques démocratiques et républicaines. Elle fait la connaissance de Georg Herwegh lors de sa visite à Berlin début novembre 1842. Persécutée comme démocrate, elle doit vivre à l'étranger de 1843 à 1866, d'abord à Paris, puis à Genève, Nice et Zurich. En 1877, elle revient à Paris et s'installe dans une chambre d'étudiant au Quartier Latin, où elle meurt, dans la pauvreté, en 1904⁵.

Mais revenons à l'année 1848: La Société démocratique allemande se réunissait dans une école d'équitation de la rue de la Chaussée d'Antin. Désireux de venir en aide aux Républicains allemands, 648 républicains et une républicaine, Emma Herwegh décident de se rendre à Strasbourg. Emma rejoint ensuite Engen.

Hecker la reçoit aimablement, mais reste réservé, craignant l'« hystérie anti-française ». Il gagne la Forêt-Noire où sa troupe est vaincue par l'armée régulière de la Confédération germanique. La « Légion démocratique allemande » de Georg Herwegh arrive trop tard et elle est également défaite⁶.

L'exemple du Karl Blind

En septembre 1848, à partir de leur exil en Suisse, Gustav Struve et son camarade Karl Blind (1826-1907) entrevoient la possibilité de réaliser leurs objectifs républicains. À Francfort, les radicaux s'étaient violemment opposés à la majorité libérale de l'Assemblée nationale. Struve voulut encore tenter de réorganiser l'Allemagne avec Bade comme point de départ. Il proclama la république à Lörrach et invita Karl Blind, qui n'avait alors que 22 ans, à le rejoindre dans un gouvernement révolutionnaire. Le 22 Septembre, les deux hommes marchent vers le nord avec un corps de volontaires. Quelques jours plus tard, l'offensive est arrêtée par les troupes gouvernementales à Staufen, près de Fribourg. Struve, Blind et plusieurs démocrates sont faits prisonniers.

Karl Blind était un ardent républicain. Fils d'un petit aubergiste, il remportait régulièrement le prix de la meilleure rédaction au lycée où, cependant, il était mal vu pour ses idées radicales. À l'université de Heidelberg, les choses ne changent guère : avant même la révolution, il prend d'assaut l'assemblée de Karlsruhe avec un groupe de soldats mécontents, et s'assoit dans la loge du Grand-duc. Fréquemment emprisonné, il réussit cependant à prendre part à l'émeute de Friedrich Hecker. Il trouve refuge à Strasbourg d'où il est expulsé vers la Suisse, en tant que porte-parole de la *Gesellschaft deutscher Republikaner*, la « Société des

⁵ Ingo Fellrath, « Georg Herwegh – Emma Herwegh : Vive la République ! » In : Sabine Freitag (Hg.) : *Die Achtundvierziger. Lebensbilder aus der deutschen Revolution 1848/49*, München, Beck, 1998, p. 38-44.

⁶ Alfred Georg Frei, *Kurt Hochstuhl, op. cit.*, p. 90.

républicains allemands »⁷. C'est à ce moment qu'interviennent l'épisode de la république de Lörrach et la tentative d'insurrection aux côtés Gustav Struve.

Après les soulèvements en Saxe et dans le Palatinat, les événements se précipitent en mai 1849 en Bade. On assiste à des révoltes dans les casernes à Baden ; à Offenburg un rassemblement de sociétés les 12 et 13 mai avec la participation de Français et de Suisses proclame l'élection d'un comité régional des forces d'opposition. Le Grand-duc se voit contraint à déguerpir du château de Karlsruhe dans la nuit du 13 au 14 mai ; à l'aube du même jour, la mise en place du comité régional de Karlsruhe se fait au milieu des cris de joie ; le 1er Juin, c'est l'élection d'un gouvernement provisoire, et le 3 Juin a lieu l'élection de l'assemblée constituante de Bade sur la base du suffrage universel masculin. Ce fut la première assemblée régionale, (*Landesversammlung*) démocratiquement élue en Allemagne⁸.

Karl Blind, libéré, devient rédacteur en chef en chef du *Karlsruher Zeitung*, l'organe du gouvernement révolutionnaire. Il se rend à Paris pour y établir une ambassade du pays de Bade révolutionnaire. Il se solidarise avec les Montagnards français et écrit une motion de soutien au nom de tous les gouvernements révolutionnaires non reconnus officiellement : ceux de Pologne, de Hongrie, de Rome et de Bade. Ces deux initiatives lui valent d'être encore une fois mis sous les verrous. Par bonheur, il échappe à l'expulsion vers son pays d'origine, après être redevenu tout à fait monarchiste après la chute de Bade⁹. On le retrouve à Londres, où journaliste de renom, il n'a rien perdu de sa ferveur républicaine. À tel point qu'il félicita le Mexique pour l'exécution de Maximilien de Habsbourg en 1867 : juste réparation, selon lui, pour la mort de Robert Blum, chef de file des démocrates de Leipzig et député au parlement de Francfort exécuté par l'armée autrichienne lors de l'insurrection d'octobre 1848¹⁰.

L'exemple d'Amand Goegg

L'homme qui était au centre du réseau des « Associations populaires » (*Volksvereine*) badoises, d'inspiration démocrate, était Amand Goegg. Né le 20 Avril 1820 près d'Offenburg, il était le fils d'un apprenti fromager originaire de Nancy. À l'automne 1840, Goegg entame des études d'économie à Heidelberg, un cursus qu'il poursuit à Munich et à Karlsruhe et qui le destine à un emploi dans la fonction publique. Ses intérêts sont extrêmement divers : il se passionne pour la physique expérimentale, la minéralogie,

⁷ Julius H. Schoeps, « Im Kampf um die deutsche Republik. Karl Blind und die Revolution in Baden 1848-49 ». In: Julius H. Schoeps (éd.), *Revolution und Demokratie in Geschichte und Literatur. Zum 60. Geburtstag von Walter Grab*, Duisburg : Braun, 1979, p. 259-276, ici p. 265.

⁸ Alfred Georg Frei, Kurt *Hochstuhl*, *op. cit.*, p. 95-113.

⁹ Sebastian Seiler, *Das Complot vom 13. Juni 1849 oder der letzte Sieg der Bourgeoisie in Frankreich*, Hamburg, Hoffmann u. Campe, 1850, p. 72 sq.

¹⁰ Rudolf Muhs, « Karl Blind. Ein Talent in der Wichtigmacherei ». In: Sabine Freitag (éd.), *Die Achtundvierziger. Lebensbilder aus der deutschen Revolution 1848/49*, München : Beck, 1998, p. 81-98, ici p. 95.

les mathématiques, la chimie, la géologie, l'agriculture, l'exploitation minière, l'histoire, le droit public et la littérature.

Goegg commence sa carrière comme stagiaire au ministère des Finances. En même temps, il entreprend un voyage de six mois en Angleterre, en Hollande et en France où il visite les manufactures de soie à Lyon, où, selon son propre rapport « jour et nuit sans relâche, six mille personnes actionnent les métiers à tisser, titubant, tirant, tournant, pour produire la soierie la plus célèbre dans le monde ».

Après son voyage, en 1846, il rejoint l'administration ducal provinciale de Constance. En 1847, il est transféré dans un autre bastion du libéralisme : Mannheim. Le 14 Avril 1849, le ministère de la Justice décide d'entamer une action en justice contre Goegg pour son rôle actif dans les sociétés démocratiques. Le 12 mai, il prévient les mesures administratives prises à son endroit et décide de lui-même de quitter sa fonction.

L'année précédente, le jour de Noël, Goegg avait invité plus de cent cinquante démocrates de dix districts administratifs à se rassembler dans sa ville natale de Renchen près d'Offenburg. Lors de cette réunion, il avait été décidé de faire revivre les sociétés démocratiques et de les fédérer. Lorenz Brentano (1813-1891) qui s'était signalé à l'Assemblée nationale de Francfort pour sa défense fervente de Friedrich Hecker fut élu président, Goegg vice-président. Pendant cinq mois, Goegg organisa l'agitation politique à partir du domicile de Heinrich Roes, à Mannheim. Selon des estimations prudentes, il existait en mai 1849 en Bade un réseau de 420 sociétés démocratiques en Bade, regroupant de 35.000 à 40.000 membres. Un homme sur vingt en Bade était membre d'une société démocratique populaire. Il y en avait une dans presque chaque village. Peu de temps après, l'organisation dans son ensemble devait être mise au service de « commissaires civils » qui devaient être nommés en tant qu'administrateurs de district afin d'accélérer les progrès de la démocratisation.

Goegg retourne brièvement au ministère des Finances, il devient ministre des Finances le 14 mai après avoir été chassé deux jours avant ! Mais ses activités en tant que ministre des Finances sont très vite terminées : sous direction prussienne, l'armée de la Confédération germanique était entrée en Bade et en Palatinat, le Grand-Duc ayant fait appel aux troupes d'intervention monarchistes afin de mettre un terme à l'insurrection démocratique en Bade¹¹.

L'exemple de Ludwik Mieroslowski

Les démocrates de toute l'Europe se sont battus aux côtés des démocrates badois. Karl Blind s'était mis en quête d'un stratège capable de prendre la tête des combattants badois qui s'opposaient à l'armée royaliste, (dirigée par le prince héritier de Prusse, le futur empereur Guillaume I).

¹¹ Alfred Georg Frei, *Kurt Hochstuhl, op. cit.*, p. 91-94.

Son choix se porta sur Ludwik Mieroslawski¹². Celui-ci, né en 1814 à Nemours, était de mère française et son père, Kaspar Adam Mieroslawski, était un ancien lieutenant-colonel du Grand-duché de Varsovie. Envoyé à 12 ans à l'école des Cadets de Kadisz en Pologne, il avait participé à 16 ans à l'insurrection polonaise de 1830/31. Après l'écrasement du soulèvement, il s'était réfugié en France. Puis il avait étudié les mathématiques et les sciences militaires à Paris, rejoint la franc-maçonnerie, et entamé une carrière littéraire. Auteur de travaux historiques, il signe les trois volumes d'une « Histoire de la Révolution de Pologne ». Il poursuivra avec les huit volumes dédiés aux soulèvements de la nation polonaise *Powstania Narodu Polskiego*, qui paraissent entre 1845 et 1876.

Ses travaux de plume sont interrompus à plusieurs reprises. Il est impliqué dans le soulèvement de Poznan et arrêté avec 253 autres combattants de la liberté en 1846. Le procès a lieu à Berlin en 1847 et Ludwik Mieroslawski est condamné à mort.

Il est libéré après les émeutes de mars 1848 à Berlin. Il rejoint immédiatement Poznan où il tente une nouvelle insurrection. Arrêté, il est gracié et expulsé vers la France. Au début de l'année 1849, on le retrouve en Sicile mêlé aux guerres d'indépendance italiennes. Blessé, il revient à Paris. C'est alors que Blind fait appel à lui.

Il accepte au début de Juin 1849, et commande l'armée badoise de la liberté jusqu'en juillet. Ses troupes sont défaites le 21 juin à la bataille de Waghäusel. Les démocrates allemands tiennent bon encore jusqu'au 23 Juillet dans la forteresse assiégée de Rastatt.

Les milices civiques et les corps de volontaires ont cependant su, en Bade, résister à la force supérieure des Prussiens.

La défaite – raisons et conséquences

Les républicains, comme Struve et Blind, insistaient sur la nécessité d'une péréquation sociale entre capital et travail. De nombreux commerçants y voyaient une menace car ils souhaitaient un développement économique sans changements sociaux.

En Juillet 1849, Brentano se réfugie en Suisse, et Goegg reprend son rôle de premier ministre dans le gouvernement provisoire. Il fait un dernier arrêt à Constance. Les autorités de la ville avaient fourni aux troupes de la nourriture et des vêtements civils. Goegg leur parla depuis le balcon de mairie : « Nous avons perdu, mais nous ne sommes pas vaincus. Nous quittons la patrie, mais vos actes sont le fondement de la future Allemagne libre et unie ! »

¹² Julia Franke, « Ludwik Mieroslawski – eine biographische Exposition ». In : Julia Franke (Ed.), *Ein europäischer Freiheitskämpfer. Ludwik Mieroslawski 1814-1878*, Berlin, Verein der Freunde des Museums Europäischer Kulturen, 2006 (Catalogue), p. 14-18.

La vengeance des monarchistes fut rude. Au cours des trois mois suivants, il y eut vingt-sept exécutions capitales sur ordre de la cour martiale. Quatre condamnations à mort furent commuées en longues peines de prison. Au total, on jugea 238 personnes. De nombreux accusés passèrent devant des tribunaux réguliers.

Le linceul de la surveillance policière s'étendait partout. Les commissaires locaux persécutaient les révolutionnaires et leurs sympathisants. L'adhésion à un club de gymnastique, la participation à des assemblées démocratiques, un abonnement à un journal démocratique constituaient autant de faits suspects qui conduisaient à des investigations complémentaires.

L'enjeu était de convaincre les démocrates de quitter le pays. Des enquêtes furent menées auprès des accusés afin de savoir qui étaient prêts à être « gracié » en choisissant l'émigration. On assista de fait à une émigration massive. Selon les statistiques officielles, seulement un millier de personnes ont été mises dans les prisons du Grand-Duc. Mais l'affaire ne se borna pas à de simples peines de prison. Le Ministère des Finances estima le coût de l'insurrection à trois millions de florins (selon les historiens, la valeur d'un florin correspondrait environ à € 250). Cette somme fut répartie entre les condamnés qui durent rembourser des sommes astronomiques. Les démocrates de premier plan avaient généralement réussi à fuir. Ce sont les « gens ordinaires » qui subirent les poursuites pénales du Grand-Duc¹³.

Conclusions. La spécificité du cas de Bade

Dans aucun autre État allemand on n'assista à un mouvement de « rééducation » comme celui que les Prussiens mirent en œuvre en Bade après les mouvements démocratiques de 1848-1849. On fit la chasse aux symboles. On bannit les chapeaux « à la Hecker », les barbes « à la Hecker », il était interdit de fleurir les tombes de ceux qui étaient morts au combat. Les soldats de Bade furent transférés dans des garnisons vides en Prusse afin d'y être « rééduqués ». Les garnisons prussiennes étaient vides, puisque les troupes prussiennes occupaient Bade.

De nombreux historiens refusent de parler d'une spécificité badoise. Wolfgang von Hippel¹⁴, de Mannheim, qualifie l'action de Hecker en 1848 de naïve, putschiste et illusoire. Lothar Gall, de Francfort, va jusqu'à parler d'un « défilé de carnaval »¹⁵. Friedrich Engels, compagnon d'armes dans la lutte pour la liberté en 1849, considère que le but de la petite bourgeoisie en Bade était d'avoir « du tabac et de la bière républicains »¹⁶. Peu d'entre eux mettent l'accent sur l'importance de cette structure en associations qui

¹³ Alfred Georg Frei, *Kurt Hochstuhl, op. cit.*, p. 172-175.

¹⁴ Wolfgang Hippel, *Revolution im deutschen Südwesten. Das Großherzogtum Baden 1848/49*, Stuttgart, Kohlhammer 1998.

¹⁵ Lothar Gall, *Bürgertum in Deutschland*, Berlin, Siedler, 1989.

¹⁶ Friedrich Engels, *Die deutsche Reichsverfassungskampagne*, in: MEW 7, S. 109-197, Berlin : Dietz 1990 (Nouvelle Édition).

explique les succès remportés par les marches de paysans et d'artisans en 1848 et 1849, avant la répression prussienne. Pourtant, Alexander von Dusch, le Ministre des Affaires étrangères de la Grande Duchesse de Bade, remarquait dès 1847 dans une conversation privée que « l'esprit d'association consistait à ne pas s'attacher aux seuls individus » et à s'intéresser à « tous les domaines de la société humaine ». Les interdictions, ajoutait-il, n'en venaient pas à bout, « pas plus que les barrières n'empêchent le choléra de se propager ». L'esprit d'association a contribué à accentuer la prise de conscience politique.

Les soldats de Mannheim avaient un « credo » démocratique : «... la révolution viendra de suite, pour demander des comptes aux tyrans et à leurs semblables. Je crois en une communauté de tous les Allemands épris de liberté, en l'abolition des taxes qui nous écrasent, en la Résurrection des Droits de l'homme, d'une liberté unique et de l'égalité, Amen ! »¹⁷

Des hommes et des femmes qui avaient adopté une perspective transnationale ont défendu la liberté et l'idée des droits des hommes et des femmes. En guise de conclusion, je voudrais mentionner un aspect encore : une des figures sur lesquelles nous nous sommes attardés, Amand Goegg, milita activement dans la Ligue internationale pour la paix et la liberté, fondée à Genève et dont le président d'honneur fut Garibaldi. Lors de son premier Congrès (du 9 au 12 septembre 1867), Amand Goegg fait partie des membres fondateurs et est élu vice-président de la Ligue. Selon les participants, militer pour la paix a pour corollaire de s'engager pour la démocratie européenne. Dès 1868, la Ligue diffuse un organe de débats et d'information : « *Les États-Unis d'Europe* ». En mars de la même année, dans le dixième numéro, Marie Goegg-Pouchoulin, l'épouse de Goegg, y publie son appel à la création d'une Association internationale des femmes (AIF), en étroite relation avec la Ligue. Garibaldi écrivit dans « *Les États-Unis d'Europe* » que c'était « une noble initiative que de lancer le beau sexe dans les rangs des émancipateurs de la raison humaine, suffoquée par la tyrannie et par les prêtres »¹⁸.

Avec un sourire pour terminer : l'hebdomadaire *Die Zeit* a écrit qu'Emma Herwegh « devrait être la première présidente de l'Europe »¹⁹.

¹⁷ Alfred Georg Frei, « Ich glaube an die Auferstehung der Menschenrechte und einzige Freiheit und Gleichheit ». Der badische Weg in der Revolution 1848/49: *Associationsgeist* als Zukunftsvision », in: A. Gourd/Th. Nötzel, *Zukunft der Demokratie in Deutschland*, Opladen: Westdeutscher Verlag, 2001. Cf. Également Alfred Gerorg Frei, Irmtraud Götz von Olenhusen, « Der Tag der Freiheit ist angebrochen. Strukturen und Biografien aus der badischen Revolution ». In: Badisches Landesmuseum (éd.), *1848/49. Revolution der deutschen Demokraten in Baden*, Baden-Baden: Nomos 1998, p. 13-26.

¹⁸ Erik Grobet, *Marie Goegg-Pouchoulin. Une pionnière du féminisme à Genève*, 2002, p. 18 sq. : <http://www.solidarites.ch/journal/docs/goegg.pdf> (rev.2012-06-05) ; Berta Rahm, *Marie Goegg (geb. Pouchoulin). Mitbegründerin der Internationalen Liga für Frieden und Freiheit, Gründerin des Internationalen Frauenbundes, des Journal des femmes und der Solidarité*, Schaffhausen, Ala, 1993.

¹⁹ *Die Zeit, Zeit Geschichte*, 4, 97.